



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARDENNES

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°8-2018-079

PUBLIÉ LE 5 NOVEMBRE 2018

# Sommaire

## Préfecture 08

8-2018-11-02-001 - AP périmètre protection VO PR (4 pages)

Page 3

Préfecture 08

8-2018-11-02-001

AP périmètre protection VO PR

*Arrêté autorisant périmètre de protection lors du voyage officiel du Président de la République  
dans les Ardennes les 6 et 7 novembre 2018*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ARDENNES

Cabinet  
Service des sécurités  
Bureau de la sécurité intérieure,  
radicalisation et sécurité routière

**A R R Ê T É n°2018-618**  
**instaurant un périmètre de protection à Charleville-Mézières**  
**destiné à assurer la sécurité du Président de la République**  
**et du Conseil des ministres les 6 et 7 novembre 2018**

LE PRÉFET DES ARDENNES,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L. 226-1 et suivants ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les Régions et les Départements ;

VU l'arrêté du 11 avril 2012 relatif à la conception des aéronefs civils qui circulent sans aucune personne à bord, aux conditions de leur emploi et sur les capacités requises des personnes qui les utilisent ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

VU le décret du président de la République du 9 juin 2016 nommant M. Pascal JOLY, préfet des Ardennes ;

VU le décret du 22 août 2018 nommant M. Christophe HERIARD, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

VU le plan gouvernemental de vigilance, de prévention et de protection face aux menaces d'actions terroristes Vigipirate n° 10200/SGDSN/PSN/PSE du 1<sup>er</sup> décembre 2016 ;

**Considérant** qu'en application de l'article L 226-1 du code de la sécurité intérieure : « *afin d'assurer la sécurité d'un lieu ou d'un évènement exposé à un risque d'actes de terrorisme à raison de sa nature et de l'ampleur de sa fréquentation, le représentant de l'État dans le département est autorisé à instituer un périmètre de protection au sein duquel l'accès et la circulation des personnes sont réglementés* » ;

**Considérant** la prégnance de menace terroriste sur le territoire national ;

**Considérant** l'engouement populaire que peut susciter la présence du Président de la République et des membres du Gouvernement, et le risque d'attroupement entourant son déplacement ;

**Considérant** que des mesures de sécurité renforcées se justifient particulièrement pour la tenue du Conseil des ministres à la préfecture et pour le déplacement du Président de la République le 7 novembre 2018 sur la place Ducale de Charleville-Mézières qui peut accueillir plus de 3 000 personnes ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures complémentaires à celles prises par la ville de Charleville-Mézières ;

**Considérant** la nécessité de prévenir tout risque de trouble à l'ordre public par des mesures adaptées limitées dans le temps ;

**Considérant** dès lors qu'il y a lieu d'instaurer un périmètre de protection aux fins de prévention d'un acte de terrorisme et de sécurisation de la place de la Préfecture et de la place Ducale à Charleville-Mézières, les mardi 6 et mercredi 7 novembre 2018 ;

**Considérant** que l'accès à ce périmètre de protection est subordonné aux mesures de contrôle prévues à l'article 3 du présent arrêté ;

**Considérant** ainsi la nécessité pour l'autorité de police compétente d'assurer, dans ces circonstances, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées et proportionnées au niveau élevé et persistant de la menace terroriste à l'occasion de la tenue du Conseil des ministres à la préfecture et du déplacement du Président de la République place Ducale à Charleville-Mézières ;

**Sur proposition** de Mme la Directrice des services du Cabinet ;

## A R R Ê T E

**Article 1er** : Il est instauré un périmètre de protection à Charleville-Mézières aux abords de la **place de la Préfecture à compter du mardi 6 novembre 2018 à 20h00 jusqu'au mercredi 7 novembre 2018 à 16h00**, ainsi qu'aux abords de la **place Ducale le mercredi 7 novembre 2018 de 07h00 à 16h00** ;

**Article 2** : Ce périmètre comprend :

- la place de la Préfecture et les accès suivants :
  - Esplanade du Palais de justice, entre l'allée de la Citadelle et la place de la Préfecture;
  - Rue de Jaubert;
  - Rue Lucien Hubert;
  - Le passage dit "sous Gamma" situé entre la place de l'Hôtel de ville et la place de la Préfecture.
  
- la place Ducale et ses accès principaux suivants :
  - Rue du Petit-Bois ;
  - Rue du Moulin ;
  - Rue de Mantoue ;
  - Escalier menant à la rue du Théâtre ;
  - Rue d'Euskirchen
  - Rue de la République;
  - Passage du Musée de l'Ardenne menant à la place Winston Churchill;
  - Ruelle Rossat.

**Article 3** : Les mesures mises en œuvre pour réglementer l'accès et la circulation des personnes au sein du périmètre de protection, dans les conditions fixées par l'article L 226-1 du code de la sécurité intérieure, sont :

- palpations de sécurité ;
- contrôle visuel des bagages ;
- fouille des bagages ;
- visite des véhicules.

A l'exception de la visite des véhicules, et conformément à l'article L 226-1 du code de la sécurité intérieure, les mesures mises en œuvre pourront être réalisées par des agents de la police municipale de la ville de Charleville-Mézières et des agents exerçant l'activité mentionnée à l'article L 611-1 du code précité.

Ces mesures de vérification sont subordonnées au consentement des personnes souhaitant accéder ou circuler à l'intérieur du périmètre.

En cas de refus de s'y conformer, ces personnes ne sont pas admises à y pénétrer ou sont reconduites à l'extérieur du périmètre selon les dispositions de l'article L 226-1 du code de la sécurité intérieure.

**Article 4** : Les personnes portant une tenue destinée à dissimuler leur visage au sens de la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 se verront interdire l'accès au périmètre de protection ou en seront refoulées.

**Article 5** : Sont interdits à l'intérieur du périmètre de protection défini à l'article 2, le port, le transport, et l'utilisation d'artifices de divertissement, de pétards, d'armes réelles ou factices, quelle qu'en soit la catégorie, et de tous autres objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal.

**Article 6** : L'accès au périmètre de protection par des animaux dangereux au sens des articles L 211-11 et suivants du code rural et de la pêche maritime, en particulier des chiens de la première et de la deuxième catégorie, est interdit.

**Article 7** : L'introduction de contenants en verre est interdite dans le périmètre de protection durant la durée de sa mise en œuvre.

**Article 8** : La détention, le transport de boissons alcoolisées, ainsi que leur consommation, sont interdits, à l'exception de la consommation effectuée auprès des débits de boissons installés à l'intérieur de la zone du périmètre de protection durant la durée de sa mise en œuvre.

**Article 9** : Tout survol du périmètre de protection par drone ou tout autre engin télépiloté est interdit.

**Article 10** : Toute dérogation aux hauteurs minimales du survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux accordée par arrêté préfectoral est suspendue pendant la durée de mise en œuvre du périmètre de protection.

**Article 11** : La directrice des services du Cabinet, le maire de Charleville-Mézières, le directeur départemental de la sécurité publique des Ardennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et dont un exemplaire sera transmis au Procureur de la République et au maire de Charleville-Mézières.

Charleville-Mézières, le 2 novembre 2018

Pour le préfet, par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Christophe HÉRIARD

Délais et voies de recours :

*La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit :*

- par recours gracieux auprès de mes services
- par recours hiérarchique auprès de M. le Ministre de l'Intérieur

*Ce recours hiérarchique doit être écrit, et expose les arguments ou faits nouveaux et comprend la copie de la décision contestée.*

*Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.*

*En l'absence de réponse dans le délai de deux mois à compter de la date de la réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.*

*Vous pouvez former un recours contentieux par écrit devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.*

